

Les lettres d'actualité - États-Unis



Washington Wall Street Watch

#2020-42

Par Dominique Chaubon, François d'Orlando, Mehdi Ezzaim et Galina Natchev  
Le 12 novembre 2020

## SOMMAIRE

### CONJONCTURE

- *Le marché du travail continue de se rétablir à un rythme inattendu*

### RÉGULATION FINANCIÈRE

- *Dans le cadre de son dispositif de transition, Joe Biden désigne les comités d'experts chargés de la revue des agences de régulation financière*
- *La Fed a publié son rapport sur la stabilité financière des États-Unis*

### BRÈVES

## CONJONCTURE

### *Le marché du travail continue de se rétablir à un rythme inattendu*

Le rapport mensuel sur la situation de l'emploi du Bureau of Labor Statistics indique que 638 000 nouveaux emplois ont été [créés](#) aux États-Unis au mois d'octobre. Ces gains se concentrent dans les secteurs de la restauration, des services aux entreprises et de la distribution. Le total des créations d'emplois est toutefois pénalisé par la baisse des emplois publics (-268 000) à la fin du recensement décennal, indépendante de la situation économique, mais aussi des suppressions de postes dans les collectivités infra-fédérales.

Le taux de chômage recule à 6,9 % (-1 point) et 12,1 % (-0,7 point) dans sa définition élargie, tenant compte des emplois à temps partiel contraint. Le

taux de participation rebondit à 61,7 % (+0,3 point) et retrouve ainsi son niveau du mois d'août 2020. En outre, le nombre et la proportion de personnes définitivement licenciées (environ 2,3 % de la population active) reculent pour la première fois depuis le début de la crise sanitaire.

La résorption du choc engendré par la crise sanitaire est bien plus rapide qu'attendu mais reste encore partielle : l'évolution du taux d'emploi, qui s'établit à 57,4 % (+1 point), indique que plus de 62 % du volume d'emplois perdus en mars-avril 2020 ont été récupérés. Du reste, d'importantes disparités subsistent entre les différents groupes ethniques, au détriment des hispaniques et des noirs, surreprésentés dans les secteurs les plus affectés par la crise.

## RÉGULATION FINANCIÈRE

### **Dans le cadre de son dispositif de transition, Joe Biden désigne les comités d'experts chargés de la revue des agences de régulation financière**

L'équipe de transition de Joe Biden a [désigné](#) cette semaine plusieurs comités d'experts chargés de mener des « revues » des administrations et agences fédérales dans les principaux domaines de la politique publique (environnement, commerce, défense, éducation etc.). Le comité chargé du département du Trésor (*Treasury*) est en particulier présidé par Don Graves, le directeur de la responsabilité sociale d'entreprise (RSE) de la banque KeyBank.

Le comité devant examiner la politique des agences de régulation bancaire et financière est quant à lui présidé par Gary Gensler, un ancien président de la *Commodity Futures Trading Commission* (CFTC), l'autorité de supervision des marchés de dérivés. Il inclut une quinzaine de participants issus de la société civile, dont Dennis Kelleher, le directeur de l'association *Better Markets*, qui est connu, comme G. Gensler, pour son soutien à une réglementation plus stricte. La composition de ce comité a suscité de nombreux commentaires de la part des milieux financiers compte tenu de la présence de membres ayant contribué à durcir la réglementation bancaire après la crise de 2008.

Joe Biden a par ailleurs désigné son futur directeur de cabinet (*chief of staff*), Ron Klain, qui occupait déjà ce poste auprès de lui lorsqu'il était le vice-président de B. Obama.

### **La Fed a publié son rapport sur la stabilité financière des États-Unis**

La Fed a publié le 9 novembre son [rapport](#) semi-annuel sur la stabilité financière des États-Unis. La Fed y analyse dans le détail quatre vulnérabilités du système financier américain : (i) le niveau de

valorisation des actifs financiers (en particulier des actions et des biens immobiliers) a significativement augmenté depuis mai, ce qui accentue le risque d'une dépréciation brutale de ces actifs ; (ii) le niveau d'endettement des ménages et des entreprises non-financières a également augmenté au cours des dernières mois, alors même que leurs revenus ont décliné sur cette période ; (iii) l'endettement du secteur financier a lui aussi progressé, en particulier pour les *hedge-funds* et les entreprises d'assurance, dont le levier a atteint son plus haut niveau depuis 2008 ; (iv) bien que les risques liés au financement des banques restent modérés, les retraits des fonds monétaires et obligataires ont atteint des niveaux préoccupants au deuxième trimestre 2020.

Pour la première fois, ce rapport cite en outre les conséquences du changement climatique comme menace potentielle pour la stabilité du système financier américain. Notant que les phénomènes climatiques peuvent exacerber chacune des vulnérabilités précitées, la Fed préconise un niveau renforcé de transparence sur l'exposition du secteur financier aux risques climatiques.

Auditionnés à la commission bancaire du Sénat le 10 novembre puis à la Chambre des représentants le 12 novembre, les présidents de la *Federal Deposit Insurance Corporation* (FDIC), de l'*Office of the Comptroller of the Currency* (OCC) et de la *National Credit Union Administration* (NCUA), ainsi que Randal Quarles, le vice-président de la Fed chargé de la supervision, se sont montrés rassurants, rappelant tout à tour que les banques américaines demeuraient suffisamment capitalisées et soulignant les signes récents de reprise de l'activité économique. Dans ce contexte, R. Quarles a prôné un *statu quo* à court terme dans l'action de la Fed, rejetant les hypothèses à la fois d'une interdiction du paiement de dividendes par les banques et d'allègements réglementaires supplémentaires.

## BRÈVES

➤ Pour la semaine du 2 au 7 novembre, le département du Travail a enregistré 709 000 nouvelles [demandes](#) d'allocations chômage (*initial claims*), contre une moyenne hebdomadaire de 219 000 en 2019. S'y ajoutent 298 000 demandes faites au titre de l'extension

de l'assurance chômage par l'État fédéral en faveur des personnes qui n'y sont normalement pas éligibles (*Pandemic Unemployment Assistance*). Au total, les demandes d'allocations sont en baisse de 10,5 % par rapport à la semaine précédente.

- Le 5 novembre, un tribunal fédéral a [imposé](#) à la *Small Business Administration* de publier les données détaillées (nom, adresse, montant, etc.) des prêts octroyés aux petites et moyennes entreprises dans le cadre du *Paycheck Protection Program*. Le juge a motivé sa décision par l'intérêt supérieur du contribuable à disposer de ces données, minorant la violation du secret des affaires (« *privacy* ») engendrée par l'opération.
- L'OCC, l'autorité de supervision des *national banks*, a [publié](#) le 9 novembre 2020 un rapport consacré aux risques auxquels sont confrontées ces banques. Si le rapport dresse un tableau rassurant de la santé financière des banques face à la crise du Covid-19, tant en termes de solvabilité que de liquidité, il souligne l'augmentation des risques liés : (i) de manière structurelle, au faible niveau des taux d'intérêt, qui exerce une forte pression à la baisse sur la marge nette d'intérêt, laquelle a atteint au 2<sup>ème</sup> trimestre son point le plus bas sur 30 ans ; (ii) de manière conjoncturelle, à la hausse des provisions sur pertes de crédit, dont l'évolution dépendra de la reprise économique ; (iii) aux difficultés opérationnelles engendrées par le travail à distance, notamment face aux menaces de cybersécurité. L'OCC évoque également l'émergence des risques liés aux nouveaux services de paiement en ligne en matière de fraude, de secret bancaire et de dépendance vis-à-vis de prestataires externes échappant aux règles de la supervision bancaire.
- Le 5 novembre, le *Consumer Financial Protection Bureau* (CFPB), chargé de la protection des consommateurs de services financiers, a [publié](#) une lettre (*non-action letter*) facilitant l'activité de prêts de faible montant (*small-dollar lending*) par Bank of America. Le CFPB s'engage à ne pas poursuivre la banque dans le cadre de cette activité sous réserve qu'elle respecte certaines règles de protection du consommateur, notamment en termes d'information à communiquer aux emprunteurs (modalités d'amortissement, taux d'intérêts, pénalités, etc.).



#### Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional des États-Unis.

#### Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication. Ce document a été élaboré sous la responsabilité de la Direction Générale du Trésor et ne reflète pas nécessairement la position du ministère de l'Économie.

#### Éditeur :

Service Économique Régional des États-Unis  
 Ambassade de France aux États-Unis  
 4101 Reservoir Road, Washington, DC 20007  
 1700 Broadway, 30th fl, New York, NY 10019  
 88 Kearny Street, Suite 600, San Francisco, CA 94108  
 777, Poat Oak Blvd, Suite 600, Houston, TX 77056  
[www.frenchtreasuryintheus.org](http://www.frenchtreasuryintheus.org)

**Directeur de la publication :** Renaud Lassus

**Revu par :** May Gicquel

**Abonnement/Désabonnement :** [afws@dgtrésor.gouv.fr](mailto:afws@dgtrésor.gouv.fr)